



HAL
open science

Régimes de souveraineté et aspirations nationales en Europe centrale de 1815 à 1918

Catherine Horel

► **To cite this version:**

Catherine Horel. Régimes de souveraineté et aspirations nationales en Europe centrale de 1815 à 1918. Souveraineté et solidarité, un défi européen, 2021, 9782204148351. hal-03507226

HAL Id: hal-03507226

<https://hal.science/hal-03507226>

Submitted on 3 Jan 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Catherine Horel
Directrice de recherche au CNRS, CETOBAC/EHESS

RÉGIMES DE SOUVERAINETÉ ET ASPIRATIONS NATIONALE EN EUROPE CENTRALE DE 1815 A 1848

L'Europe centrale existe en tant qu'enjeu des relations internationales avant 1918, même si on ne l'appelait pas ainsi : l'Europe centrale dans le concert européen issu du congrès de Vienne en 1815, c'est l'empire d'Autriche¹. L'unité géopolitique de l'espace induit également une certaine unité culturelle fondée sur l'appartenance à l'Empire et à sa dynastie bien que règne en son sein une diversité considérable. Durant plus d'un siècle, le concert des nations s'emploie à ne pas entendre de notes dissonantes venant d'Europe centrale et la cacophonie de 1848 sème par conséquent le trouble dans les chancelleries. Pendant que certains réfléchissent à une redéfinition de la région – y compris sous domination allemande, les grandes puissances s'accordent à maintenir l'Europe centrale autrichienne.

L'Europe centrale superposée à l'empire des Habsbourg peut apparaître comme une vision étroite et très historicisée de la région, mais elle a sa cohérence et sa justification comme région historique (*Geschichtsregion*)². Il y aurait donc en Europe centrale plus de facteurs de diversité, sinon de division, que de facteurs d'unité : on veut le croire quand on regarde la situation issue de la Première Guerre mondiale ou la transition de 1989. Les détracteurs du concept d'Europe centrale, qui prétendent nier son existence, insistent sur les différences et voient dans cette construction une vue de l'esprit créée par les nostalgiques de l'empire des Habsbourg. Ces critiques sont dans leur quasi totalité des originaires de la région, le plus souvent exilés, et tendent vers son occidentalisation. Mais les tenants de l'unité sont au moins aussi nombreux et généralement restés sur place. Les solidarités transnationales qui se sont créées sous le régime communiste ont curieusement reconstitué l'Europe centrale au sein même du bloc soviétique en utilisant les régions frontalières, les similitudes linguistiques. Elles ont ressuscité d'anciennes habitudes et profité de la situation centrale et neutre de l'Autriche et de Vienne pour maintenir ou renouer des contacts. Les intellectuels et les opinions publiques ont le sentiment d'une appartenance commune que les régimes communistes ne sont pas parvenus à transformer en une admiration aveugle du monde russe, jugé moins développé et étranger à leurs références. Cette conscience collective est héritée des siècles de cohabitation au sein de l'empire des Habsbourg. Elle est nourrie par la pratique des langues, la mobilité géographique, les liens familiaux souvent multinationaux. Ce substrat tend à s'effacer de nos jours en raison de l'homogénéisation nationale intervenue après 1945, accompagnée de l'expulsion des Allemands et du massacre des juifs, mais il a dominé durant la plus grande partie du XX^e siècle.

Depuis la naissance au XVIII^e siècle de la notion de concert européen, puis de concert des nations, l'Europe centrale a, comme ses habitants, changé plusieurs fois de position, au gré de

¹ Horel, Catherine, *Cette Europe qu'on dit centrale. Des Habsbourg à l'intégration européenne (1815-2004)*, Paris, Beauchesne, 2009, p.31-38.

² Schmale, Wolfgang., p. 195. Voir également Janowski, Maciej, « Pittfalls and Opportunities. The Concept of East-Central Europe as a Tool of Historical Analysis », *East European Review of History-Revue européenne d'histoire*, vol.VI, 1999/1, p. 93.

l'évolution géostratégique du continent et du jeu de l'équilibre des puissances. Les Lumières ont montré le changement d'axe de l'Europe qui passe d'un courant d'influences sud-nord, caractéristique du Moyen Âge et de la Renaissance, au courant ouest-est, déterminant pour les deux siècles qui suivront. L'intérêt pour la Russie et les espaces quasi inconnus de l'empire de Catherine II se manifeste chez les écrivains et les penseurs occidentaux. Dans ce vaste monde déjà vu comme « oriental » mais relativement proche, l'empire d'Autriche fait figure de monde intermédiaire et pose un problème de définition : est-il un coin avancé de la civilisation occidentale dans le monde russo-ottoman, ou bien, à l'inverse, une poussée barbare ? On se détermine très rapidement au XVIII^e siècle pour la première solution, tout en reconnaissant le retard de développement rencontré dans l'empire des Habsbourg. Comme l'a montré Larry Wolff, la découverte de l'Europe orientale, russe et ottomane, donne à ce que l'on appelle maintenant l'Europe centrale une signification non seulement géographique, mais aussi politique et intellectuelle³. On voit se dessiner à partir de là l'édifice des « trois » Europe défini par l'historien médiéviste hongrois Jenő Szűcs ; mais à l'époque moderne, la chrétienté d'Occident ne suffit plus comme critère d'appréciation⁴. Résolument européenne, l'Europe dite centrale s'est rapprochée de l'Occident suite au retrait progressif des Turcs, tout comme en 1989, avec la chute du rideau de fer, le recul de la puissance ottomane est vu comme un retour à la normalité par les populations. Tout ce qui éloigne les Centre-Européens de leur base occidentale est vécu douloureusement comme une régression vers une barbarie orthodoxe pour certains, musulmane pour d'autres, alors que les voisins demeurent cependant plus proches que les lointains modèles.

À deux reprises au XIX^e siècle, l'Europe centrale se trouve être à la fois acteur et enjeu du concert européen et jouer dans l'équilibre des puissances en Europe un rôle fondamental. Les guerres napoléoniennes ébranlent l'ordre européen issu des guerres de succession et de conquête du XVIII^e siècle, elles bouleversent le paysage de l'Europe centrale déjà transformé par la disparition récente de la Pologne. Mais avant tout elles interviennent à un moment où le sentiment national commence à se faire jour dans divers territoires de la monarchie habsbourgeoise ainsi qu'en Italie. Reprenant à son compte la politique de Louis XIV, Napoléon s'efforce de diviser l'Empire en établissant des embryons d'États nations ou en appelant à la rébellion. Malgré l'échec de l'entreprise napoléonienne, certaines de ces expériences vont créer des précédents et constituer un ferment de conscience nationale, ainsi les Provinces Illyriennes, dont le territoire s'étend de la Slovénie au nord aux bouches de Kotor au sud, placées entre 1809 et 1813 sous administration française et dont le souvenir joue un rôle important pour la formation des identités croate et slovène. L'éphémère unité de l'Italie conduit de même à moyen terme, au cours du siècle, à la perte par les Habsbourg de la quasi-totalité de leurs possessions dans la péninsule. L'éphémère construction du duché de Varsovie (1807-1813) joue le même rôle, restaurant pour un temps une unité polonaise aux dépens de la Prusse. Le mouvement gagne également l'Empire ottoman puisque l'insurrection serbe de 1804 conduit à une quasi-autonomie du territoire érigé en principauté en 1817 et que la Serbie devient, avant la Grèce mais de façon beaucoup moins médiatisée, un exemple à suivre pour les autres nations sous domination ottomane. La secousse a montré, en outre, que l'ordre établi n'est pas irrévocable et, de même que lors des guerres de Succession, l'Autriche a besoin de tous ses États héréditaires pour se maintenir. Si les nations d'Europe centrale sont mortelles, la superstructure impériale n'est pas immuable non plus et son intégrité peut être

³ Wolff, Larry, *Inventing Eastern Europe. The Map of Civilization on the Mind of the Enlightenment*, Stanford, Stanford University Press, 1994.

⁴ Szűcs, Jenő, *Les Trois Europes*, Paris, L'Harmattan, 1985.

entamée, ce qui conduit les Habsbourg à toujours chercher à compenser une perte par un gain, sinon par mariage, du moins à la table des négociations. Le mouvement de fond éloignant l'Autriche de ses bases occidentales, Italie et États allemands, est amorcé, ce que renforce encore la fin du Saint Empire romain germanique. François II abandonne en 1806 sa couronne d'empereur romain et déclare le Saint Empire aboli, ce qui fait suite à la création de l'empire d'Autriche en 1804 en réponse au sacre de Napoléon I^{er}. L'Autriche donne dès lors à ses possessions héréditaires une identité résolument centre-européenne. L'image de l'empire d'Autriche n'est donc plus seulement allemande mais acquiert une multiculturalité accrue par les gains territoriaux réalisés sur la république de Venise, notamment en Dalmatie.

Après 1815, l'ère Metternich est caractérisée par une lutte incessante contre le retour des ambitions napoléoniennes. Le congrès de Vienne prétend garantir la paix de l'Europe en instaurant un équilibre entre les grandes puissances dont l'Autriche fait encore partie à cette époque. La politique extérieure de l'Autriche vise au maintien de l'ordre établi à l'issue des traités. Le chancelier Metternich fait de cette priorité une véritable obsession, qui aboutit, d'une part, à une sclérose et à un immobilisme total, d'autre part, à fonder le mythe d'une Autriche éternelle et nécessaire à la stabilité du continent dont la solidité fera ses preuves jusqu'en 1918 et au-delà dans la littérature, personnifié par le personnage de François-Joseph. Du côté français, l'image de l'Autriche demeure celle de l'ennemi héréditaire qui s'acharne à vouloir encercler la France : notamment par son ancrage en l'Italie, où la France soutient les velléités nationales. Au niveau des relations internationales, deux pôles dominant après le congrès de Vienne : l'Angleterre et la Russie. La situation de l'Autriche ne lui permet pas de tolérer une expansion russe en direction du littoral oriental de la mer Noire, au débouché du Danube dont le congrès vient d'internationaliser le statut, ni de la Grande-Bretagne en Méditerranée orientale. En effet, l'attribution à l'Autriche de la Lombardie et de la Vénétie accompagnée de ses possessions adriatiques peut relancer des ambitions oubliées depuis le début du XVIII^e siècle. Par ailleurs, l'Autriche s'efforce durant tout le siècle d'éviter que la France ne s'oriente vers la Russie, et les rares périodes de dégel pendant ce premier demi-siècle ont pour but de ménager la France pour contrer les ambitions russes. Mais rapidement Metternich se rend compte que l'Angleterre offre de meilleures garanties que la France contre la Russie, surtout dans les Balkans. C'est ce qui explique aussi pourquoi, plus tard, on s'irrite à Vienne de voir les trois puissances se rapprocher et l'on accuse la France d'être à la remorque de l'Angleterre. En contrepartie, la préservation de l'Empire ottoman, contre lequel l'Autriche a pourtant lutté pendant deux siècles, devient une nouvelle priorité de sa politique extérieure. Mais la Russie faisant office de protecteur des populations chrétiennes orthodoxes des Balkans, elle est donc tout à la fois rivale et alliée par défaut, de même que la Prusse : les trois puissances de la Sainte Alliance sont, en outre, les bénéficiaires du partage de la Pologne et ont pour le moment intérêt à préserver le statu quo. La création de la Confédération germanique permet dans l'immédiat de canaliser les espérances d'unité allemande autour de la Prusse, et l'illusion perdue d'une Autriche ancrée dans le monde germanique, position que ni Metternich ni même plus tard et a fortiori François-Joseph ne sont disposés à abandonner. La dynastie reste allemande, la langue de l'Empire demeure l'allemand et plusieurs provinces de la monarchie sont liées à la Confédération germanique, le quadrilatère de Bohême est ouvert sur les provinces du Nord, la Moldau (Vltava) rejoint au nord de Prague l'Elbe qui mène jusqu'à Hambourg.

La révolution de 1830 creuse une première brèche dans l'ordre européen issu des traités. L'insurrection polonaise de l'année suivante montre que la stabilité du « concert » européen issu du Congrès de Vienne est relative. Son échec génère une émigration nombreuse et qualitativement importante. Ses représentants s'installent en majorité à Paris qui découvre

alors le sort des nations opprimées et se prend de passion pour la Pologne, laquelle rejoint l'Italie dans le camp des martyrs avant que les Hongrois ne viennent compléter le tableau. Il se confirme par là aux yeux de Metternich que la France demeure le foyer incandescent de l'idéologie libérale le plus actif en Europe parce qu'elle en est aussi le berceau ; celui-ci se voit en outre conforté dans sa méfiance vis-à-vis de la royauté constitutionnelle. L'Autriche se concevant comme la tête du système monarchique autoritaire et conservateur, la tension est inévitable car la France ne peut se sentir pleinement en possession de ses libertés tant que subsiste un grand Empire fondé sur une idéologie et une pratique politique opposées ; tandis que l'Autriche se sent menacée dans son existence même, par une possible contagion des idées, par le fonctionnement en France d'un système incompatible avec sa structure sociale et politique. Cet antagonisme fondamental guide la politique extérieure des deux puissances durant tout le XIX^e siècle.

La situation internationale se fissure dans les années 1830-1840. La marche vers l'unité allemande commence avec le *Zollverein* auquel adhèrent en 1834 des États du sud de l'Allemagne (Bavière, Bade-Würtemberg). L'Autriche exclue se rabat sur l'Italie où elle maintient son hégémonie grâce au roi de Naples et à Charles-Albert de Piémont-Sardaigne, mais elle fait figure d'opresseur sur un territoire dont les aspirations jouissent de la sympathie de toute l'Europe libérale et des appétits de la France. À partir de 1840, les heurts avec la Prusse, où Frédéric-Guillaume IV passe à tort pour un libéral, se multiplient et menacent l'Autriche. En 1846, Palmerston et les libéraux arrivent au pouvoir en Angleterre, le rapprochement avec la France devient pratiquement imparable. L'année suivante, les crises successives prouvent que l'ordre de 1815 est révolu.

De 1815 à 1848, le romantisme fait son chemin aussi chez les peuples de l'Empire, les théories de Herder notamment connaissent un grand succès et toute la philosophie allemande en général. Le *Vormärz* coïncide avec la découverte des cultures nationales et leur élévation au rang de valeur suprême en l'absence d'un contenu politique. Malgré la censure tatillonne, le théâtre se fait tribune et la poésie pamphlet, y compris à Vienne même où le *Biedermeier* se combine avec le romantisme qui s'épanouit dans une société marquée par le baroque. Ce renouveau culturel touche en premier lieu les nations historiques de l'Empire qui se fondent sur un droit d'État hérité de leurs royaumes médiévaux et qui, dans ce contexte, est dissociable de la nationalité mais lié très fortement à la continuité historique et territoriale. Le droit d'État, le maintien de la Constitution, des diètes, est corrélé au rôle de la noblesse comme porteuse du message national : en Hongrie, en Pologne, le poids numérique et symbolique de la *szlachta*, de la *gentry*, est considérable, tandis qu'en Bohême ou en Croatie la noblesse ancienne a soit disparu, soit s'est trouvée assimilée au pouvoir autrichien ou hongrois, et est par conséquent perçue comme étrangère à la nation. Cette dimension s'avère capitale pour comprendre ensuite les difficultés à élaborer un éventuel fédéralisme, notamment pour la Hongrie, car l'idéal national vient souvent contredire le droit d'État qui est dans tous les cas antérieur à l'émergence du nationalisme. Le cas de la Pologne est à cet égard particulier puisque la disparition de l'État est récente et inscrite dans les mémoires, et que personne ne la croit vraiment définitive, à commencer par les Polonais eux-mêmes dont l'existence en tant que nation est de surcroît incontestable. Les diètes locales, surtout en Hongrie avec ses deux chambres, haute et basse, et en Croatie, deviennent une tribune du mécontentement où les libéraux tentent de faire passer des lois qui ne sont pratiquement jamais sanctionnées par le souverain. La pénétration des Lumières et des idées de la Révolution française a été assurée par le truchement de traductions allemandes et d'œuvres originales diffusées malgré la censure dans les cercles de lecture, les loges maçonniques et les salons de la noblesse éclairée. Grâce aux réformes de l'instruction menées par Marie-Thérèse

et Joseph II, des couches plus larges de la population ont pu avoir accès à l'éducation et l'enseignement ecclésiastique lui-même s'est considérablement libéralisé, les juifs étant admis dans les lycées confessionnels chrétiens. Les langues nationales ont fait leur apparition dans le curriculum des écoles et ne tardent pas à remplacer le latin dans l'administration locale : les Hongrois luttent depuis 1790 pour le remplacement du latin par le hongrois et s'opposent à toute tentative de germanisation. Ils font de l'adoption de leur langue une de leurs principales revendications nationales et parviennent, grâce à la chambre basse de la Diète à obtenir gain de cause en 1844, ce dont les Croates profitent également, dans la foulée, en remplaçant eux aussi le latin par l'idiome national. L'influence de Herder contribue à la renaissance des langues slaves, notamment du tchèque, qui avait disparu de l'administration et de la culture depuis la Montagne blanche (1620) tout demeurant une langue populaire. Les idées de Hegel sur le lien entre existence nationale et expression linguistique font également leur chemin dans les milieux instruits de l'Empire.

Les élites intellectuelles et nobiliaires se réapproprient ces langues auxquelles elles donnent une structure et une grammaire rénovée, des dictionnaires et bientôt une littérature. Afin de se faire entendre, beaucoup écrivent encore en allemand ; les réformateurs hongrois écrivent certes le plus souvent directement en magyar, mais publient simultanément une traduction allemande destinée à une plus large diffusion. La nation régénérée s'expose dans les nouveaux musées créés par le mécénat ou l'initiative populaire : en Hongrie, c'est l'ancien grand chambellan, le comte Ferenc Széchenyi qui offre sa bibliothèque et des sommes considérables destinées à créer la future bibliothèque et le Musée national hongrois ; il s'ensuit la création d'une société savante qui préfigure l'Académie des sciences, puis du théâtre et d'une presse nationale de qualité qui tente de déjouer la censure. Son fils, István prend bientôt la tête d'un mouvement national qui passe tout autant par l'affirmation culturelle que par l'indépendance économique. En Bohême, c'est un noble allemand, le comte Sternberg, qui permet l'ouverture du Musée national dont la revue *Časopis společnosti vlasteneckého muzea v Čechách* (Revue de la société du musée patriotique de Bohême) dirigée par Palacký devient à partir de 1827 le moteur bilingue des nouvelles littératures et historiographies tchèques⁵. Le réveil national croate passe également par la langue, dont les principaux dialectes régionaux sont unifiés avant d'être unis à ceux pratiqués par les Serbes pour créer la base du serbo-croate en 1850. Ljudevit Gaj « invente » une langue littéraire croate inconnue jusque-là – l'administration utilisait, à l'instar des Hongrois, le latin, les élites le français ou l'allemand et le glagolitique s'était partiellement maintenu comme langue d'église –, mais il cherche aussi à donner à cette impulsion une dimension politique au travers de l'illyrisme inspiré en grande partie par l'expérience des Provinces Illyriennes.

Alors qu'en Hongrie le réveil national est très rapidement adopté par la noblesse qui le transforme de surcroît en mouvement d'indépendance économique et financière, en Bohême et en Croatie les nobles ne sont que faiblement représentatifs du sentiment national : la plus grande partie de la noblesse tchèque est allemande ou bien a été germanisée depuis le XVII^e siècle, en Croatie elle est étrangère ou bien magyarisée. Le soutien apporté aux éveilleurs nationaux est donc plus modeste, mais ceux-ci sont en revanche bien accueillis à Vienne où le romantisme fait considérer avec intérêt des initiatives que l'on assimile à du folklore et la plupart des ouvrages et des revues ainsi rédigés sont publiés dans la capitale de l'Empire. Ainsi, même les « peuples sans histoire » trouvent-ils une écoute favorable : les Slovaques et

⁵ Kořalka, Jiří, « František Palacký o evropských souvislostech vzestupu novodobého českého národa » [František Palacký sur le renouveau de la nation tchèque dans le contexte européen], in *Národní obrození a rok 1848 v evropském kontextu* [Les mouvements nationaux et l'année 1848 dans le contexte européen], Litomyšl, 1998, p. 47.

les Slovènes parviennent eux aussi à codifier leur langue et à commencer à produire des œuvres scientifiques et littéraires. Contrairement aux autres nations historiques qui disposent de souvenirs précis pour construire leur identité, Slovaques et Slovènes vont devoir inventer ou s'approprier un passé, ce sont bien souvent les prêtres qui serviront d'intermédiaires au sentiment national, de même que plus tard, chez les Ruthènes, le clergé uniate. Au sein de ces sociétés encore majoritairement rurales, la poésie, le chant vont donc se tourner vers la terre natale et puiser dans les mythologies slaves pour construire le patrimoine national. Sur un substrat multinational se forment les « petites patries » où une communauté linguistique fait corps avec un territoire plus ou moins homogène. Le *Landespatritismus* est la chose la mieux partagée dans l'empire d'Autriche, où plusieurs groupes revendiquent un attachement à une même portion du sol. Il en va ainsi de tous les territoires fortement imbriqués mais aussi plus tard des villes. Ce patriotisme régional est de surcroît encouragé par le pouvoir qui y voit un exutoire et qui favorise de ce fait la mixité ethno-linguistique afin d'éviter qu'une seule nationalité ne monopolise le champ politique au niveau du Land.

La révolution de 1848 survient dans ce contexte et, contrairement à ce qui se passe en France, les griefs sociaux rejoignent les revendications nationales. La crise marque profondément l'Europe centrale et sert de référent identitaire. Dès le *Vormärz*, un certain nombre de facteurs permettent de voir que l'Empire traverse une phase de mutations, que l'ancien système tenu en main par Metternich commence à se fissurer. Entre 1830 et 1848, les idées inspirées de la Révolution française ont lentement imprégné les consciences dans cette partie de l'Europe, après avoir cheminé en Allemagne. Elles s'accompagnent en Hongrie d'une admiration sans bornes pour l'Angleterre et sa monarchie constitutionnelle. Les aspirations nationales et libérales sont le moteur de la révolution de 1848. Ainsi tous les mouvements nationaux sont-ils liés entre eux, participant de la même démarche d'affirmation d'une identité distincte, dont l'enjeu premier reste la langue et l'autonomie de gouvernement. L'opposition grandit dans les années 1840, encouragée par l'immobilisme croissant de la cour ; ce sont les milieux bourgeois des villes qui sont à l'avant-garde du mouvement, les élites nationales cultivées, les étudiants des universités, pour qui le mot de « Constitution » devient une parole incantatoire, symbole de la fin de l'absolutisme. Sur le plan social, les idées sont plus vagues, même si les couches supérieures de la paysannerie aspirent à la liquidation du système seigneurial, le monde ouvrier constituant une population encore très faible numériquement et sans véritable conscience de classe. Les remous de la révolution française de 1830 s'étaient rapidement calmés mais le répit est de courte durée et les diètes hongroises de 1832-1836, 1840 puis 1843-1844 obtiennent à chaque fois de haute lutte des gains importants qui augmentent la capacité de décision des élites magyares.

La révolution de 1848 révèle le décalage entre les forces de cohésion de la monarchie danubienne et les forces centrifuges que sont les nations qui la composent et qui acquièrent, durant ces années et à l'épreuve de ce moment de crise, une vigueur considérable qui fait d'elles la caractéristique essentielle de l'Empire jusqu'à son éclatement définitif de 1918. L'appellation plus ou moins justifiée de « Printemps des peuples » reflète assez justement les conditions de développement et de maturité des mouvements nationaux, même si l'Italie et la Hongrie se détachent du lot, obligeant Vienne à mener de véritables guerres de reconquête. Comment assurer l'intégrité d'un ensemble aussi disparate et qui ne constitue pas en tant que tel une nation ? Entre deux pôles qui aspirent à l'unité nationale, l'Italie et l'Allemagne, les peuples de l'empire des Habsbourg cherchent leur place. Ce moment d'interrogations et de tâtonnements est un des plus riches qu'ait connus la région, et l'historien ne peut qu'y trouver matière à réflexion, en particulier dans la thématique de la rupture et de la continuité. On se situe certes dans une rupture, mais si l'on observe l'attitude des grandes puissances, il faut se

replacer dans la continuité. La menace est grande : avec l'Autriche proche de l'explosion, il pourrait en résulter plusieurs cas de figure que ni la France ni la Grande-Bretagne ne souhaitent voir se concrétiser. Pour la première, l'éventualité d'une Allemagne unifiée grossie des pays allemands de l'empire des Habsbourg est un cauchemar, l'option de Grande Allemagne telle qu'imaginée alors aurait eu pour conséquence un morcellement des autres provinces de l'Empire autrichien que la France voyait devenir une proie pour la Russie ; cette option était également redoutée par les Britanniques, qui y voyaient un risque pour la Méditerranée, la faiblesse des Turcs encourageant la Russie à s'emparer des Détroits et à prendre pied au-delà. Dans les deux cas, le maintien de l'empire d'Autriche est une nécessité par défaut. Après les élans romantiques du gouvernement Lamartine, la France renoue avec une politique qui consiste à préserver l'équilibre des puissances. Ce choix, qui va caractériser toute la politique étrangère de la France jusqu'en 1919 et même plus tard, est très clairement dicté par la rivalité de plus en plus forte avec l'Allemagne. L'Autriche puis l'Autriche-Hongrie constitue l'élément modérateur de ce nouveau concert des nations et continue de représenter l'Europe centrale dans l'optique occidentale qui veut éviter tout morcellement susceptible de profiter à l'Allemagne et à la Russie.

Pour la France, la grande découverte de 1848 est que l'Autriche est nécessaire à la stabilité de l'équilibre européen devant les dangers de l'unité allemande et de l'expansionnisme russe. On envisage alors des alliances pour éviter que l'un ou l'autre ne domine ; mais si l'Autriche apparaît comme une clé de la stabilité, les deux partenaires ont chacun leur ennemi intime (la Russie pour l'Autriche à cause des Balkans et l'Allemagne pour la France qui vise la rive gauche du Rhin). C'est pourquoi dans les années qui suivent 1848, le maintien de l'Autriche semble nécessaire à la France pour contrer l'hégémonie allemande, sans pourtant qu'elle se donne les moyens de cette politique. La France est favorable à une transformation de la monarchie dans le sens de la fédéralisation, constante qui persiste jusqu'en 1918. On voit réapparaître, pour la troisième fois depuis 1827, l'argument de la vocation orientale de la monarchie, déjà présent en 1848, à la fois sincère mais aussi politique, dans le but d'éloigner l'Autriche des intérêts français sous prétexte de lui accorder une mission civilisatrice dans les Balkans. À ce moment, l'Empire aussi en est conscient, car la porte occidentale a été fermée par une Allemagne trop forte. Mais les Français ont du mal à comprendre l'intrication des nationalités en Europe orientale et surtout le fait que la nation ne se superpose pas forcément sur un territoire homogène linguistiquement et confessionnellement, et enfin qu'il puisse exister des peuples sans nation, voire sans histoire. L'épisode de 1848 a constitué une nouvelle grande césure dans une tradition de perpétuel affrontement, il fonde la continuité de la politique extérieure française envers l'Autriche jusqu'en 1943.

À l'issue de la Première Guerre mondiale, l'Europe centrale prend à peu de choses près le visage que nous lui connaissons encore avec l'apparition des États successeurs de la monarchie des Habsbourg. Au-delà des antagonismes entre les nouveaux États d'Europe centrale qui ont tous les uns envers les autres des contentieux territoriaux, le principal problème de l'après-guerre réside dans la présence dans chacun d'entre eux de minorités nationales, héritées de l'imbrication ethnolinguistique de l'Empire. La question des minorités recoupe celle du territoire : tous les États de la région sont, à des degrés divers, empoisonnés par des disputes locales. Même les vainqueurs ne sont pas exempts de ces confrontations. Les traités de paix ont certes permis la satisfaction du sentiment national dans la majorité des pays, parfois à un prix exorbitant, comme en Hongrie ; ailleurs sont créés des équilibres instables, fondés sur des malentendus et de prétendues parentés, comme l'ont montré les changements intervenus dans la région depuis 1989. Le redécoupage territorial a donné naissance à d'immenses frustrations que la classe politique a alimentées et le ressentiment a

fait le nid des régimes autoritaires qui s'installent dans les années 1920 et 1930. Les divers projets de confédération danubienne voire balkanique ne vont pas au-delà du débat intellectuel car ni les pays concernés, ni les Alliés ne veulent remettre en question l'ordre issu des traités et l'on se contente du côté des Occidentaux à un soutien – de moins en moins inconditionnel – à la Petite Entente, dont la France attend qu'elle préserve l'essentiel de ses intérêts face à l'Allemagne.